

*Questions orales***LES MUSÉES DES BEAUX-ARTS****LE PROJET DE CONSTRUIRE UNE GALERIE À HALIFAX**

M. John Bosley (Don Valley-Ouest): Madame le Président, ma question, qui s'adresse au ministre des Communications, concerne le projet de travaux publics annoncé à Halifax et dont le député de Dartmouth a parlé tout à l'heure. Le ministre pourrait-il dire à la Chambre et aux membres de la communauté artistique de Halifax que cette décision déçoit terriblement, pourquoi on a renoncé à construire à Halifax un musée des beaux-arts ou un complexe artistique, comme on l'avait promis depuis longtemps, préférant construire à la place un immeuble de bureaux?

L'hon. Francis Fox (ministre des Communications): Madame le Président, mon ministère a eu plusieurs entretiens à ce sujet avec les autorités de Halifax, surtout, avec le gouvernement conservateur de la province. Ce dernier ne s'est pas montré très disposé à collaborer avec nous pour construire ce genre d'immeuble. Nous avons un programme global, comme le député le sait fort bien . . .

M. Forrestall: C'est absolument ridicule.

M. Fox: . . . dans le cadre du programme spécial d'initiatives culturelles dont une partie du budget est réservée à cette fin. Sans vouloir faire de peine au député, les autorités de la Nouvelle-Écosse ont répondu à toutes nos propositions que, pour certaines raisons, elles ne pouvaient pas considérer ce projet comme une priorité et qu'elles n'étaient donc pas prêtes à y participer financièrement.

M. Forrestall: C'est absurde! Et vous le savez!

M. Bosley: Madame le Président, le ministre n'ignore pas que ce n'est pas tout à fait exact.

LES INTENTIONS DU GOUVERNEMENT

M. John Bosley (Don Valley-Ouest): Madame le Président, comme le ministre a abandonné ce projet de longue date, que compte-t-il faire pour que les habitants de Halifax et de la Nouvelle-Écosse aient enfin un musée des beaux-arts, grâce à l'aide du gouvernement fédéral? La question se pose d'autant plus que, pour justifier la construction de la nouvelle Galerie nationale l'année dernière, on a dit que toutes les galeries régionales, y compris celle de Halifax, étaient déjà en place.

L'hon. Francis Fox (ministre des Communications): Madame le Président, le député ignore de quoi il parle. Ces dernières années, au cours de nos réunions avec les ministres provinciaux chargés de la culture et des ressources historiques, nous n'avons nullement cherché à imposer aux provinces de nouveaux immeubles, car, dans bien des cas, ces dernières devaient répondre à certaines exigences d'exploitation. Tous les

projets de construction de centres artistiques et culturels ne peuvent être réalisés qu'avec l'entière coopération des provinces, à moins qu'il ne s'agisse d'immeubles purement fédéraux.

La Nouvelle-Écosse avait peut-être de bonnes raisons, que je ne conteste nullement, de ne pas vouloir accorder la priorité à ce secteur pour le moment.

* * *

L'AGRICULTURE**LA PRODUCTION DE POMMES DE TERRE AU NOUVEAU-BRUNSWICK**

M. Fred McCain (Carleton-Charlotte): Madame le Président, j'aurais une question à poser, par votre entremise, au ministre de l'Agriculture. J'ai exposé dernièrement un problème qu'ont les producteurs de pommes de terre du Nouveau-Brunswick. Le ministre a-t-il pris des mesures pour accélérer l'acceptation des demandes par la Société du crédit agricole? A-t-il pris des mesures au sujet du retard des remboursements des prêts pour les récoltes entreposables? A-t-il pris des mesures concernant la stabilisation possible des prix?

L'hon. E. F. Whelan (ministre de l'Agriculture): Madame le Président, la réponse est oui aux trois premières parties de la question et non à la dernière.

ON DEMANDE AU MINISTRE D'AGIR

M. Fred McCain (Carleton-Charlotte): Très brièvement, je voudrais demander au ministre quand les producteurs de pommes de terre peuvent escompter avoir une réponse. Je lui signale qu'une réponse tardive est nulle parce qu'elle ne sera d'aucun secours. Nous n'avons plus qu'une semaine, madame le Président, pour relancer les activités des producteurs.

L'hon. E. F. Whelan (ministre de l'Agriculture): Madame le Président, le ministre provincial de l'Agriculture et moi tentons de fixer une réunion pour décider des autres mesures à prendre.

* * *

LE CANADIEN NATIONAL**LES EMPRISES ABANDONNÉES EN SASKATCHEWAN**

M. Bill McKnight (Kindersley-Lloydminster): Madame le Président, ma question s'adresse au ministre des Transports. Je voudrais lui demander ce qui s'est fait jusqu'ici pour transférer entièrement les emprises abandonnées du Canadien National en Saskatchewan au gouvernement fédéral.